

# Les députés fustigent aussi la situation carcérale dans le canton

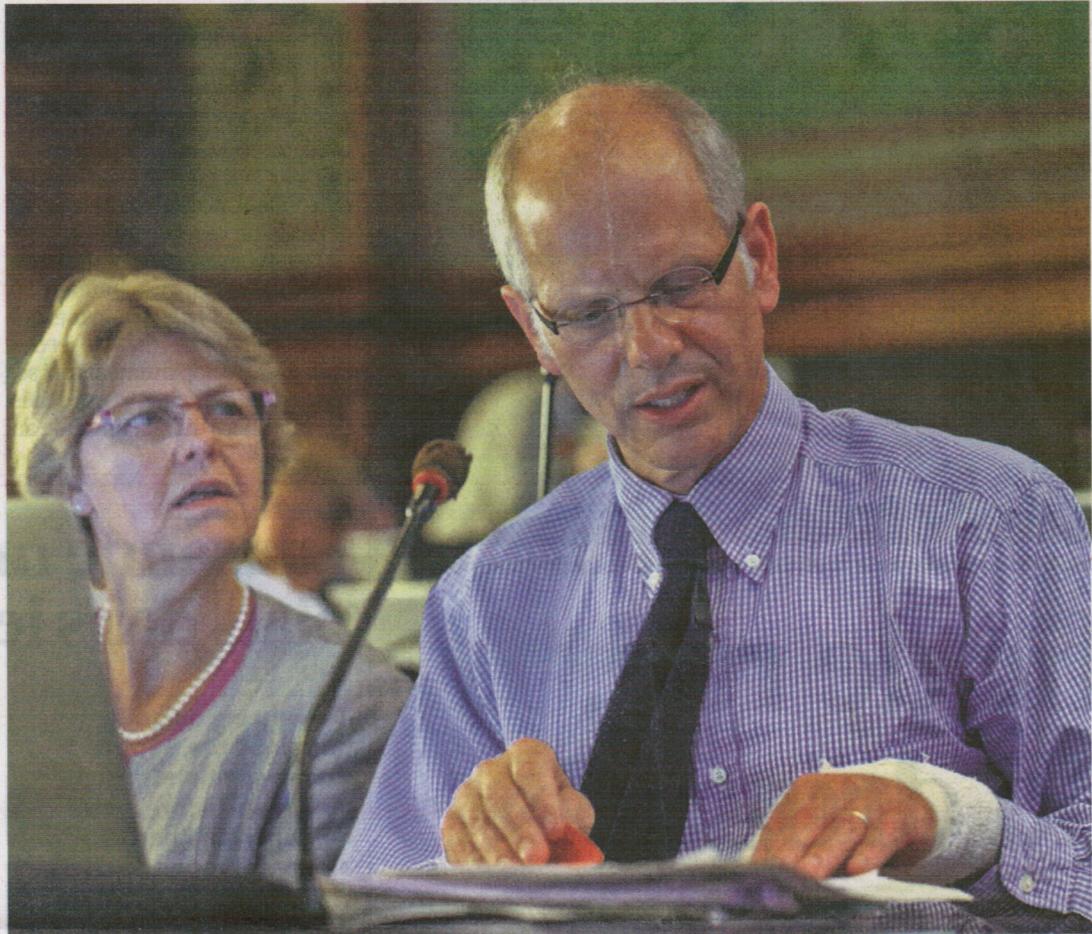
**La classe politique réagit après le coup de gueule de l'Ordre des avocats contre les conditions en préventive. Tous estiment qu'il est urgent d'agir**

**Renaud Bournoud,  
Isabelle Biolley**

Le pavé lancé dans la mare par l'Ordre des avocats vaudois (OAV) provoque des remous dans le monde politique. La droite a profité que le Service pénitentiaire (SPEN) est désormais en main de la majorité pour passer à l'offensive, hier au Grand Conseil. «La gauche a assez attaqué Philippe Leuba quand il était à la tête du SPEN», a remarqué Jean-Marie Surer.

Le président du groupe libéral exige que la conseillère d'Etat Verte, Béatrice Métraux, agisse rapidement contre le manque de places en préventive. «Maintenant, elle doit prendre le taureau par les cornes, c'est son affaire», affirme-t-il. Le député demande des comptes au gouvernement sur la situation carcérale par voie d'interpellation.

C'est l'OAV qui a mis le feu aux poudres en envoyant lundi un courrier virulent au Conseil d'Etat (24 heures d'hier). Dans leur lettre, les avocats dénoncent des conditions de détention préventive catastrophiques dans le canton. Par manque de places, certains prévenus se retrouvent enfermés durant plusieurs jours dans les locaux de police. Or ceux-ci sont conçus pour être des cellules de dégrèvement, sans promenade ni douche. La détention de personnes dans ce type de locaux est illégale au-delà de quarante-huit heures. Mais plusieurs avocats de la première heure ont rapporté au bâtonnier que leurs clients y étaient restés parfois une semaine.



Jean-Marie Surer, président du groupe libéral, a déposé hier une interpellation. CHRIS BLASER

## Portakabin en renfort?

«Les prisons sont pleines et Béatrice Métraux dit en quelque sorte: «Débrouillez-vous! On laissera les gens dans les locaux de police», fustige Jean-Marie Surer. Il accuse même la conseillère d'Etat Verte de refiler le problème à sa collègue radicale Jacqueline de Quattro, en charge de la Police. Après les critiques, le député esquisse aussi des solutions: «On pourrait recourir à des Portakabin, par exemple.»

Le député vert libéral Jean-Jacques Haury a, lui, une autre solution. Il a déposé une interpellation pour l'agrandissement de la prison du Bois-Mermet (24 heures du 25 juillet). «Dans le cadre de Métamorphose, on veut abandonner Bois-Mermet, qui a reçu la note 3 des monuments historiques, et construire une prison ailleurs. On ne

peut pas agrandir Bois-Mermet à cause de cette note 3. Il faut renoncer à ce blocage!» avance le Vert libéral.

Mais à gauche aussi, les conditions de détention provisoires inquiètent. Ou plus précisément à l'extrême gauche. Jean-Marc Dolivo avait déjà interpellé le gouvernement sur ce problème avant l'été. Le Conseil d'Etat avait alors répondu au député de La Gauche que la situation était «régularisée» au 30 mai. Soit la création de places supplémentaires pour vider les locaux de police. «L'Ordre des avocats met en évidence que la réponse de Béatrice Métraux donnée à mon interpellation est loin d'avoir réglé la chose», déplore Jean-Marc Dolivo.

## Une solution rapide

Absente pour des raisons privées, la conseillère d'Etat responsable du SPEN n'a pas pu réagir aux critiques. C'est donc le président du gouvernement qui nous a répondu. «Nous sommes conscients du problème, annonce d'emblée Pierre-Yves Maillard. Béatrice Métraux nous présentera des solutions possibles demain, lors de la séance du Conseil d'Etat», assure-t-il. Le gouvernement veut créer des places de détention dans les plus brefs délais. «Mais il faut être réaliste, on ne peut pas construire des cellules en deux semaines, prévient le président. En revanche, nous communiquerons dans les dix jours sur les mesures que nous allons prendre.»